



Déclaration des administrateurs salariés CGT au CA du 31 juillet 2014

LA POSTE : DES RESULTATS SEMESTRIELS MARQUES PAR UNE DESTRUCTION MASSIVE D'EMPLOIS (- 5 285 emplois).

Monsieur le Président, vous avez introduit ce Conseil d'Administration en nous informant que « *vous êtes au regret de nous dire que les résultats du Groupe ne seraient pas bons pendant plusieurs trimestres à venir* ».

Nous vous demandons donc de vous interroger sur la validité de la politique que vous menez et sur la stratégie que vous décidez.

Ces résultats semestriels pour notre Groupe au 31 juin 2014 se situent en effet dans un environnement économique dégradé.

Malgré les emplois aidés, le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE), le « pacte de responsabilité » et son lot d'aides diverses à hauteur de 40 milliards d'euros pour les entreprises, le nombre de demandeurs d'emploi continue sa hausse en juin pour atteindre 3 398 300 en catégorie A.

Ces résultats contredisent régulièrement les prophéties du ministre du travail et du Président de la République qui renvoient désormais l'inversion de la courbe du chômage à la fin du quinquennat.

Si on note une certaine accélération de la conjoncture en zone euro, en France, au contraire, l'indicateur du climat des affaires s'est tassé ces mois derniers, revenant au niveau auquel il stagne depuis décembre 2013, six points en dessous de sa moyenne historique.

Cette situation est due à la mise en place des plans d'austérité renforcés qui conduisent les français et donc les postiers qui y sont contraints à plus de reculs sociaux, à une misère toujours plus grande et à une sortie de crise qui s'éloigne de plus en plus.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la courbe du chômage ne se soit pas inversée et que les demandeurs d'emploi soient de plus en plus nombreux.

Dans ce contexte, nous interpellons à nouveau les représentants du gouvernement assis autour de cette table sur le gouffre abyssal qui existe désormais entre les discours officiels de soi-disant « *lutte contre le chômage* » et les décisions qui sont prises dans un groupe comme le notre qui voit son nombre d'emplois chuter vertigineusement de - 5 285 en seulement 6 mois, soit 90% de plus qu'en 2013 sur la même période.

Où est la crédibilité de votre discours politique ?

Il faut rompre à La Poste avec cette politique à courte vue uniquement axée sur les suppressions d'emplois et la hausse des tarifs.

+3% d'augmentation en moyenne du timbre au 1^{er} janvier 2014 suivi immédiatement d'une hausse moyenne de 5,2% à partir du 1^{er} janvier 2015 pour les quatre prochaines années, tout ceci va accélérer la chute du volume du courrier.

Nous ne cessons à longueur de Conseil d'Administration de vous alerter sur les conséquences sociales des décisions politiques qui sont prises, alors même que le Résultat d'Exploitation des 6 premiers mois de 2014 est de 485 millions d'€ soit 113 millions de plus que celui prévu au budget.

Le CICE pourrait donc être utilisé à bon escient, en créant des emplois, ce pourquoi il a été mis en place.

Des résultats où vous soulignez les efforts des actionnaires, véritable provocation, alors même que ce sont les 171 millions d'€ de dividendes qui mettent la trésorerie du groupe en négatif.

Nous voudrions revenir sur les 45 millions d'euros provisionnés dans l'attente d'une amende pour accord illicite sur les prix entre transporteurs et où La Poste se trouve mêlée suite au signalement de l'Autorité de la concurrence.

Au-delà de l'amende en tant que telle et du montant de cette amende, ce qui pose également problème, c'est le non respect de certaines valeurs qu'est censée incarner La Poste et le problème de déontologie envers certains responsables.

Enfin, diriger une entreprise, établir une stratégie ne peut se résumer à égrener des tableaux de suivi.

Face au gouffre qui existe entre les choix politiques qui sont décidés et leurs conséquences dans la vie quotidienne des postiers, nous considérons qu'il serait utile pour la réflexion collective d'organiser une visite des membres du Conseil d'Administration dans les services et pourquoi pas dans le département de l'Aisne.

Dans ce département en effet, les postiers qui ont été confrontés il y a quelques mois à un drame, se voient aujourd'hui trainés dans des procédures disciplinaires en l'absence de tout dialogue social.

Les membres du Conseil d'Administration pourraient également se déplacer dans le département de la Charente, où ils pourraient voir comment la Direction de La Poste s'affranchie de la loi française en décidant de ne plus distribuer le courrier le samedi.

De plus, nous avons beaucoup d'interrogations, en regard des négociations en cours sur l'accord « *un avenir pour chaque postier* » où les manœuvres sont déloyales et inacceptables.

- Déloyales où tout est mis en œuvre pour favoriser la signature de telle ou telle organisation syndicale et ce, à la veille d'échéances électorales à La Poste à la fin de l'année
- Inacceptables au regard de nombreux points non encore aboutis.

La direction de La Poste bafoue la conception même du dialogue social dont elle se réclame.

Les résultats de ce premier semestre 2014 seront donc marqués par une destruction massive d'emplois, or il ne peut y avoir de perspectives de progrès et de développement en détruisant à de tels niveaux la première richesse de l'entreprise qu'est le personnel.

La CGT prépare la rentrée sociale. Cette question de l'emploi sera au centre de ses préoccupations, non pas pour dénoncer mais pour continuer de proposer des solutions pour toutes celles et tous ceux qui comme les postiers sont victimes de ces politiques qui nous mènent droit dans le mur.